

# Polémique sur la pénurie de masques : Marisol Touraine répond aux critiques

Marisol Touraine, présidente de l'organisation internationale Unitaid et ministre de la Santé de 2012 à 2017, mise en cause sur les stocks de masques chirurgicaux, se confie en exclusivité au « Parisien ».



L'ancienne ministre de la Santé sous le quinquennat de François Hollande est accusée par certains d'avoir réduit les stocks de masques. LP/Frédéric DUGIT

Par **Nathalie Schuck**

Que s'est-il donc passé pour que le stock de masques en France passe, entre 2011 et aujourd'hui, de 1,4 milliard (dont 800 millions de masques chirurgicaux et 600 millions de FFP2 dits « becs de canard ») à 150 millions (dont aucun FFP2) ? Mise indirectement en cause par le gouvernement, qui souligne que la doctrine de constitution des stocks a changé en 2013 sous le mandat de François Hollande, la ministre de la Santé du précédent quinquennat, Marisol Touraine (2012-2017), réplique. Entretien exclusif.

**Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, dont vous étiez ministre de la Santé, est mis en cause pour avoir laissé périliter le stock de masques. Que répondez-vous ?**

**MARISOL TOURAINE.** Je regrette que, dans ce contexte, certains veuillent alimenter des polémiques inutiles. Pendant le quinquennat de François Hollande, la France était préparée, car nous avons eu, nous aussi, des crises à gérer. On l'a montré face à Ebola, et on m'a accusée à l'époque d'en faire trop ! On l'a montré face aux attentats. Venons-en aux chiffres. Entre 2012 et 2017, les stocks de masques chirurgicaux ont régulièrement augmenté, et nous les avons reconstitués après les attentats : il y avait 730 millions de masques chirurgicaux en 2012, et 754 millions en 2016 et 2017. Et ce, conformément à la doctrine édictée en 2011 par le Haut conseil de santé publique, qui avait mis la priorité sur les masques chirurgicaux.

**Quels sont les chiffres, s'agissant des masques FFP2 ?**

Quelques dizaines de millions, de l'ordre de 75 millions en 2015. Au-delà des chiffres, ce qui compte c'est d'être capable d'avoir les stocks minimaux indispensables et d'être en capacité de réaction immédiate

pour en commander et en produire rapidement au moindre signal annonciateur d'une crise.

### **Justement, le gouvernement a-t-il trop tardé en relançant les commandes le 3 mars ?**

Je veux saluer la manière dont Olivier Véran gère cette crise depuis sa nomination (*NDLR : le 16 février*), dans la transparence et la responsabilité. Y compris sur les masques. Il a pris, dès son arrivée, les décisions qui s'imposaient. Que certains prétendent qu'il y a pénurie parce que nous n'aurions pas fait ce qu'il fallait, c'est faux. L'une des questions que nous aurons à traiter après, c'est la relocalisation européenne de notre production. En attendant, il faut que nous soyons rassemblés face à cette épidémie d'une extrême gravité et, sans ambiguïté, j'assure le gouvernement et Olivier Véran de mon entier soutien. Je veux saluer l'engagement de tous, depuis le chef de l'Etat jusqu'à chaque citoyen, et surtout des soignants en première ligne.

### **En 2013, le Secrétariat général à la défense nationale (SGDN), rattaché à Matignon, décide que la responsabilité de constituer des stocks de masques incombera aux employeurs, privés et publics. C'est un changement majeur !**

En 2013, il y a un avis du SGDN qui dit que chaque collectivité, entreprise ou établissement est responsable de ses stocks, car l'Etat ne peut pas tout stocker. C'est ce qu'ont fait la mairie de Paris et le ministère de la Santé pour les urgences. Ce n'est pas un changement de doctrine, c'est une décentralisation. C'est la raison pour laquelle certains établissements ou collectivités mettent aujourd'hui des stocks à disposition des maisons de retraite ou des soignants.

### **Cette décision a-t-elle été prise pour faire des économies ?**

Pas du tout. Il y avait une logique de proximité et de réactivité.

### **Certains vous accusent d'avoir supprimé l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus).**

Evitons les contre-vérités. Il n'a pas été supprimé mais rattaché à Santé Publique France, qui est une agence à l'efficacité internationalement reconnue.

### **Combien de temps le confinement doit-il durer ?**

Je lance un appel solennel à chacun à respecter strictement les règles de ce confinement. C'est vital. Les médecins se prononceront, mais je crois que nous devons être prêts pour plusieurs semaines.

### **Faut-il le durcir, comme en Italie ?**

Nous avons besoin d'une activité économique pour garantir l'approvisionnement de nos supermarchés, la fabrication des masques etc. Mais oui, il faudra sans doute le durcir. Il est important, aussi, de faire comprendre que la fin du confinement ne signifiera pas le retour à l'insouciance.

### **L'Europe a-t-elle été au rendez-vous ?**

Il y a eu du retard à l'allumage, du côté de la BCE comme des instances européennes, mais tout le monde est désormais mobilisé. J'espère que cette épreuve dramatique permettra un sursaut européen. En France comme au niveau européen, nous sommes plus forts, face à une épidémie ou toute crise majeure qui ne connaît pas de frontières, lorsque nous sommes rassemblés.

### **Que vous inspire Agnès Buzyn, qui accuse l'exécutif d'avoir sous-estimé la crise ?**

Les lendemains de défaite sont difficiles...

### **Fallait-il maintenir les municipales ?**

La question n'est plus là, c'est désormais derrière nous. Consacrons-nous à l'essentiel, qui est le combat contre l'épidémie.